



**PRÉFET
DE L'ORNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination des politiques publiques
et de l'appui territorial**

**Bureau de la coordination interministérielle
et de l'environnement**

Arrêté de mise en demeure n°1122-25-20-010

de la société ATEMAX FRANCE, exploitant l'usine de traitement de sous-produits d'origine animale et non animale sur le territoire de la commune de Saint-Langis-Lès-Mortagne (61)

Le préfet de l'Orne
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

VU le règlement (CE) n° 1069/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine ;

VU le règlement (UE) n° 142/2011 de la Commission du 25 février 2011 portant application du règlement (CE) n° 1069/2009 du Parlement européen et du Conseil établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine et portant application de la directive 97/78/CE du Conseil ;

VU le Code rural et de la pêche maritime, notamment les articles L 228-3 et R 226-3 ;

VU le Code de l'environnement, notamment l'article L.512-20 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret du Président de la République en date du 12 janvier 2022 nommant M. Sébastien JALLET, préfet de l'Orne ;

VU l'arrêté du 8 décembre 2011 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés en application du règlement (CE) n° 1069/2009 et du règlement (UE) n° 142/2011 ;

VU l'arrêté préfectoral n°1122-21-20-017, du 12 février 2021 autorisant la société ATEMAX FRANCE à exploiter une usine de traitement de sous-produits d'origine animale et non animale sur le territoire de la commune de Saint-Langis-Lès-Mortagne (61) ;

VU la visite d'inspection des 20 et 23 août 2024 effectuée par M. Hervé FOUQUET, inspecteur de la santé publique vétérinaire sur le site de l'usine de traitement de Saint-Langis-Lès-Mortagne (61400) ;

VU la visite d'inspection du 23 août 2024 menée par les inspectrices des installations classées pour la protection de l'environnement de Mme Christelle ZANIBELLI, Mme Nadège GRUDET, Mme Sonia EYRAUD sur le site de l'usine de traitement de Saint-Langis-Lès-Mortagne (61400) ;

VU l'arrêté préfectoral n°2150-24-00449 du 23 août 2024 imposant des mesures d'urgences à la société ATEMAX FRANCE située à SAINT-LANGIS Lès MORTAGNE (61) ;

VU le rapport des inspecteurs de l'environnement suite à la visite du 23 août 2024 dans l'établissement de la société ATEMAX FRANCE située à Saint-Langis-Lès-Mortagne (61400) , et transmis à l'exploitant de l'installation, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

Considérant que l'installation de traitement ATEMAX de Saint-Langis-Lès-Mortagne (61400) a présenté un état de défaillance qui a conduit à cesser son activité, reprise progressivement par la suite et par voie de conséquence a conduit à entreposer des cadavres d'animaux sur son site au-delà de 48 heures ;

Considérant que cette situation a conduit à stocker des déchets (cadavres d'animaux) dans des quantités et des durées plus importantes que celles liées au fonctionnement normal de la chaîne de l'équarrissage ;

Considérant que cette situation a conduit à l'édiction de l'arrêté préfectoral N°2150-24-00449 de mesures d'urgence du 23 août 2024 susvisé ;

Considérant que lors de l'inspection du 23 août 2024, il a été constaté un stock de cadavre d'animaux dégradés présent sur site de l'ordre de 500 tonnes dans la trémie 4 et de 800 tonnes dans des bennes de semi-remorques et caissons, selon les estimations de l'exploitant ;

Considérant que l'inspection des installations classées n'a pas été informée de l'enchaînement des faits ayant conduit au dysfonctionnement de l'installation, depuis l'origine et ni des causes de cet accident ;

Considérant que l'inspection a constaté des nuisances olfactives en dehors et à proximité du site suite à un fonctionnement très dégradé de son installation ;

Considérant l'ampleur des conséquences de ce fonctionnement dégradé, le site a été conduit à entreposer pendant plus de 48 heures 1300 tonnes de cadavres, ce qui a engendré la saturation des moyens de collecte du groupe ATEMAX sur la région Normandie et la suspension de collectes de cadavres d'animaux dans les cinq départements normands à partir du 19 août 2024 mettant en danger la sécurité sanitaire des exploitations agricoles et des abattoirs ;

Considérant que ce fonctionnement dégradé relève d'une situation accidentelle qui doit faire l'objet d'un rapport à l'inspection des installations classées dans un délai de 15 jours suivant sa survenue ;

Considérant que l'inspection n'a reçu à ce jour aucun rapport d'accident ;

Considérant que ce constat constitue un non-respect du deuxième alinéa de l'article R.512-69 qui dispose :

« Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées. »

Considérant que ce constat constitue également le non-respect des articles 2.5 et 2.6 de l'arrêté préfectoral du 12 février 2021 :

« 2.5 Danger ou nuisances non prévenus

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du préfet par l'exploitant.

2.6 Incidents ou accidents

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement.

Une liste non exhaustive des événements à déclarer est donnée ci-dessous :

- événements ayant eu des conséquences humaines, environnementales, sociales ou économiques,*
- événements ayant nécessité l'intervention des services externes d'incendie et de secours,*
- événements perceptibles de l'extérieur de l'établissement,*
- rejets non autorisés de matières dangereuses ou polluantes, même sans conséquence dommageable.*

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées. »

Considérant que le projet d'arrêté a été transmis à la société ATEMAX FRANCE le 25 novembre 2024 par lettre recommandée avec accusé de réception, que les observations formulées par cette dernière par courrier recommandé reçu le 11 décembre 2024 sont insuffisantes et que le rapport fourni à cette occasion doit, en conséquence, être complété par la société ATEMAX FRANCE ;

Considérant que le rapport d'accident fourni le 11 décembre 2024 ne décrit pas de manière détaillée les processus et l'enchaînement des événements qui ont conduit à cet accident significatif ;

Considérant qu'il y a lieu de faire application de l'article L.171-8 du Code de l'environnement :

« I.-Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. En cas d'urgence, elle fixe, par le même acte ou par un acte distinct, les mesures nécessaires pour prévenir les dangers graves et imminents pour la santé, la sécurité publique ou l'environnement.

II.-Si, à l'expiration du délai imparti, il n'a pas été déféré à la mise en demeure, aux mesures d'urgence mentionnées à la dernière phrase du I du présent article ou aux mesures ordonnées sur le fondement du II de l'article L 171-7, l'autorité administrative compétente peut arrêter une ou plusieurs des sanctions administratives suivantes :

1° Obliger la personne mise en demeure à s'acquitter entre les mains d'un comptable public avant une date déterminée par l'autorité administrative du paiement d'une somme correspondant au montant des travaux ou opérations à réaliser.

Sous réserve du 6° du I de l'article L. 643-8 du Code de commerce, cette somme bénéficie d'un privilège de même rang que celui prévu à l'article 1920 du Code général des impôts. Il est procédé à son recouvrement comme en matière de créances de l'État étrangères à l'impôt et au domaine.

L'opposition à l'état exécutoire pris en application d'une mesure de consignation ordonnée par l'autorité administrative devant le juge administratif n'a pas de caractère suspensif ;

Une fois la somme recouvrée par le comptable public, celui-ci procède à sa consignation entre les mains de la Caisse des dépôts et consignations. Un décret en Conseil d'État fixe les modalités de déconsignation et les conditions dans lesquelles les sommes consignées sont insaisissables, au sens de l'article L. 112-2 du Code des procédures civiles d'exécution, par dérogation aux articles 2284 et 2285 du code civil, ainsi que les conditions de leur utilisation en cas d'ouverture d'une procédure collective ;

2° Faire procéder d'office, en lieu et place de la personne mise en demeure et à ses frais, à l'exécution des mesures prescrites. Les sommes consignées auprès de la Caisse des dépôts et consignations en application du 1° du présent II sont utilisées pour régler les dépenses ainsi engagées ;

3° Suspendre le fonctionnement des installations ou ouvrages, l'utilisation des objets et dispositifs, la réalisation des travaux, des opérations ou des aménagements ou l'exercice des activités jusqu'à l'exécution complète des conditions imposées et prendre les mesures conservatoires nécessaires, aux frais de la personne mise en demeure ;

4° Ordonner le paiement d'une amende administrative au plus égale à 45 000 €, recouvrée comme en matière de créances de l'État étrangères à l'impôt et au domaine, et une astreinte journalière au plus égale à 4 500 € applicable à partir de la notification de la décision la fixant et jusqu'à satisfaction de la mise en demeure ou de la mesure ordonnée. Les deuxième et troisième alinéas du même 1° s'appliquent à l'astreinte.

Les amendes et les astreintes sont proportionnées à la gravité des manquements constatés et tiennent compte notamment de l'importance du trouble causé à l'environnement.

L'amende ne peut être prononcée au-delà d'un délai de trois ans à compter de la constatation des manquements.

Les mesures mentionnées aux 1° à 4° du présent II sont prises après avoir communiqué à l'intéressé les éléments susceptibles de fonder les mesures et l'avoir informé de la possibilité de présenter ses observations dans un délai déterminé.

L'autorité administrative compétente peut procéder à la publication de l'acte arrêtant ces sanctions, sur le site internet des services de l'État dans le département, pendant une durée comprise entre deux mois et cinq ans. Elle informe préalablement la personne sanctionnée de la mesure de publication envisagée, lors de la procédure contradictoire prévue à l'avant-dernier alinéa du présent II. »

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Orne ;

ARRÊTE

Article 1 : Rapport d'accident.

La société ATEMAX FRANCE, sise à Saint-Langis-Lès-Mortagnes (61 400) dénommée ci-après exploitant, dont le siège social est situé 34-38 Bd d'Estienne d'Orves - CS 22738 - 72027 Le Mans Cedex 2, est mise en demeure de respecter l'article R.512-69 du Code de l'environnement et les articles 2.5 et 2.6 de l'arrêté préfectoral du 12 février 2021 dans un délai de 15 jours.

Cette disposition est réputée respectée lorsque l'exploitant aura transmis un rapport circonstancié et détaillé d'accident expliquant la succession d'événements et les raisons ayant placé en défaut le service de l'équarrissage dans une large partie du Nord-Ouest de la France.

Article 2 :

Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1 ci-avant ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 3 :

Conformément à l'article L.171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Caen.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée (articles L.221-8 du Code des relations entre le public et l'administration et R.421-1 du Code de justice administrative). Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyens, accessible par le site www.telerecours.fr.

Article 4 :

Le présent arrêté est notifié à la société ATEMAX FRANCE, route d'Alençon, 61400 Saint-Langis-les-Mortagne et au siège social AKIOLIS, 34-38 Bd d'Estienne d'Orves - CS 22738 - 72027 Le Mans Cedex 2.

Ce dernier sera publié sur le site internet des services de l'État dans l'Orne pendant une durée minimale de deux mois.

Il sera affiché en mairie par les soins du maire de la commune de Saint-Langis-lès-Mortagne pendant un mois au minimum. Le procès verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire et transmis au préfet de l'Orne.

Article 5 :

Le secrétaire général de la préfecture de l'Orne, le directeur départemental de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations et le maire de la commune de Saint-Langis-Lès-Mortagne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera notifié à la société ATEMAX FRANCE et à son siège social AKIOLIS.

Alençon, le 07 FEV. 2025

Le Préfet,



Sébastien JALLET